

MAI JUIN 68

Mai 68, avec ses grèves, ses occupations... et le premier patron séquestré par les ouvriers de Sud-Aviation Nantes

(Ces pages ont été réalisées par des journalistes du Quotidien du Peuple)



L'ACHARNEMENT A CHANGER LE MONDE

Il y a dix ans, la contestation étudiante qui se développait depuis les premiers jours du mois de mai, allait bientôt être relayée par le déclenchement d'un puissant mouvement gréviste de la classe ouvrière et des autres travailleurs, le plus ample qu'ait jamais connu notre pays. Cette explosion sociale allait rompre, comme un coup de tonnerre, dix années de gaullisme. Elle a profondément sapé les illusions accumulées sur l'avenir prospère du capitalisme, et le dépassement de la lutte de classe. Actuellement, la plupart de ceux qui évoquent le mouvement de mai-juin 68 visent plutôt à l'enterrer, comme pour se rassurer. Parce que ce n'était pas une révolution, on veut en faire une révolution pour rire, en tirer la preuve que la révolution ne serait plus possible.

Parce que dix années ont passé, on voudrait réduire ce moment de lutte de classe, telle une curiosité historique, à un ensemble de clichés et de slogans. Comme si cette grande secousse qui a soulevé le pays n'avait pas mis à jour les profondes contradictions de cette société, comme si ces contradictions n'avaient, depuis lors, continué à s'aggraver.

L'apparition au grand jour du rôle déterminant de la classe ouvrière, l'ampleur de la capacité d'initiative et de mobilisation des masses, les remises en cause nouvelles de l'organisation de la société. Les brèches qui se sont fait jour dans l'emprise du révisionnisme, autant d'éléments nouveaux qui sont apparus alors, et dont nous devons tirer le bilan.

Le mouvement a d'abord tout simplement appelé, face à tous ceux qui le contestaient, l'existence même de la classe ouvrière au sein d'une société dite industrielle qui fait partie du petit nombre des pays développés.

Son existence, c'est-à-dire à la fois le poids qu'elle continue à représenter dans le pays, malgré les transformations rapides des composantes sociales (exode rurale, gonflement du secteur tertiaire), et la place qu'elle continue à occuper : pôle opposé du pôle capitaliste, cette contradiction continuant à constituer le fondement même de cette société.

Le poids de la classe ouvrière

Cette irruption brusque, irréfutable, de la réalité des classes et de leur lutte a bien une portée historique. Depuis la Libération, en effet, le cours même de la lutte de classes, malgré des sursauts, malgré la persistance de conflits, semblait, par son atténuation autoriser tous ceux qui en prédisaient et en théorisaient la disparition. On sait que, dans les années 60, s'étaient multipliées les thèses, d'influence américaine, selon lesquelles la classe ouvrière en tant que telle représentait, dans une société comme la nôtre, une sorte de survivance du XIX^e siècle, et qu'elle était en train de disparaître en s'intégrant progressivement, grâce aux progrès de la technologie, à la masse des autres salariés, techniciens et employés. Son mode de vie, et sa mentalité devaient donc suivre le même chemin.

La contestation de la société ne pouvait venir que d'ailleurs : de couches relativement marginales et mal insérées, tels les étudiants. Mais voilà qu'en France précisément, contrairement aux autres pays européens à la même époque, la contestation étudiante est relayée par la plus vaste grève qu'on n'ait jamais connue.

Et dans cette grève, la classe ouvrière retrouve en quelque sorte son identité, manifeste sa réalité : vient au grand jour

l'exploitation sous toutes ses formes : les nouveaux bagnes pour O.S., les petites boîtes de province ou des zones rurales, où sévit le diktat du patron, la masse des immigrés parqués, rançonnés, les usines récentes qui drainent à des kilomètres à la ronde, les petits paysans chassés de leur terre ; et puis les salaires maintenus au plus bas, la répression de l'activité syndicale... Tout cela est dit, montré, prouvé par les milliers d'entreprises occupées dans tout le pays. À partir même de la multiplicité des situations concrètes, se dégage la réalité vivante d'une classe ouvrière transformée par l'effort, l'industrialisation et confrontée, sous les aspects superficiels de la consommation de masse, aux formes modernes de l'exploitation.

Le révisionnisme battu en brèche

Et la logique même du déclenchement du mouvement dans la classe ouvrière a montré qu'il ne s'agissait, pas pour elle, uniquement de revendiquer sa part d'une expansion économique dont elle était le principal facteur sans en avoir reçu les fruits. C'est ce que le PCF et la direction de la CGT s'efforcent toujours d'asséner : il y avait un gros arriéré des patrons, les ouvriers ont demandé leur dû.

Mais pourquoi alors, si ce mouvement était essentiellement revendicatif, s'est-il déclenché à la suite du mouvement étudiant. Manifestement, un certain nombre de thèmes que le mouvement étudiant symbolisait par ses actions et que les mass media répercutaient en images, en mots d'ordre ont joué un rôle déterminant pour débloquer l'initiative ouvrière : le fait d'oser s'opposer de front à l'autorité en place, en court-circuitant les organes institués de délégation ; le fait de légitimer et de pratiquer la violence pour s'opposer à la violence organisée de la bourgeoisie ; l'appropriation de l'espace, comme revenant de droit, collectivement, à ceux qui y travaillent. Et sans doute aussi l'image d'une démocratie où doivent s'exprimer tous ceux qui veulent lutter, d'une démocratie pour la lutte.

Bien sûr, il s'agissait de thèmes qui, dans le mouvement étudiant pouvaient rester dans le cadre d'une contestation limitée mais qui, si des travailleurs se l'approprient, vont se charger d'un contenu de classe beaucoup plus net. De fait, ils servent de déclic à une première rupture, surtout idéologique, avec le révisionnisme pesant de tout le poids du PCF et de l'appareil CGT.

Ce n'est pas un hasard si le PCF avant mai et dès le début, flairant le danger, s'est acharné avec une telle constance contre une agitation étudiante qui pouvait paraître marginale, peut-être folklorique et pour l'essentiel extérieure à la classe ouvrière. Ce qu'il rabâche, c'est bien cela : il ne faut pas refuser de céder devant la police ; l'appareil (d'État) universitaire n'est pas à détruire, mais à conserver et à réformer ; les revendications ne doivent s'exprimer qu'à travers

des représentants reconnus, habilités à négocier avec les autorités intéressées, etc.

Or, c'est effectivement dans la pratique des luttes, dans les méthodes pour les diriger que se produiront des ruptures significatives avec le révisionnisme, notamment avec la direction CGT : Ségué condamnera sans appel à la radio la séquestration de Duvochel à Sud-Aviation Nantes ; Paganelli à Sochaux, vitupérera la pratique du forum, assemblée générale où tous les ouvriers peuvent s'exprimer et débattre. Les exemples sont innombrables, multiformes dans le mouvement. Mais ils montrent, tous, qu'une cassure s'effectue entre la gestion révisionniste des luttes, subordonnée aux objectifs propres du PCF, en tant que parti bourgeois et une logique de classe, cherchant à développer la participation et l'initiative les plus larges, à forger l'unité

sur des bases nettes de lutte et d'affrontement.

Certes, c'est dans bon nombre de cas, la logique révisionniste qui aura le dessus, en fin de compte, mais non sans mal, non sans avoir dû souvent joué un rôle ouvertement répressif contre les travailleurs. Et c'est cela qui compte, cette brèche qui s'est ouverte, à une large échelle, jusqu'en mai 68, le révisionnisme pouvait en effet prétendre monopoliser la représentation de la classe ouvrière et exercer sur elle, un contrôle presque sans faille.

Renault-Billancourt a valeur de symbole de ce point de vue : PCF et CGT ont réussi à imposer le verrouillage de l'usine, sa fermeture sur l'extérieur, la stérilisation du débat et la démobilisation à l'intérieur.

Mais c'est à Billancourt que Ségué se fera huer par des milliers d'ouvriers.

L'horizon du socialisme

Par son ampleur, par l'apparition d'une contestation de la prédominance du révisionnisme au sein de la classe ouvrière, le mouvement de mai a remis en cause la vision qui prévalait alors de la société et de son organisation.

Et d'abord la place de la classe ouvrière, par rapport à d'autres composantes de la société. Parce qu'elle a montré le poids dont elle pouvait peser, elle a pu commencer à briser les cloisonnements, à tisser des liens avec d'autres couches. L'entrée en grève de très nombreux employés leur a permis, par exemple, de faire tomber un certain nombre d'obstacles et de saisir davantage tout ce qui les rapproche de la classe ouvrière et de ses luttes. De même, quoique relativement limités, les contacts directs qui se sont noués entre l'usine et la campagne ont esquissé la nécessité d'une unité entre ouvriers et petits paysans. Même si le rôle dirigeant de la classe ouvrière et encore moins l'objectif stratégique de ces alliances ne pouvaient alors se préciser, ces phénomènes nouveaux ont ouvert la possibilité de rompre avec des particularismes, des corporatismes et d'envisager un terrain commun de lutte, et au-delà une même cible.

Alors même que la question centrale du pouvoir ne pouvait être posée pratiquement, le mouvement a mis à jour une attitude nouvelle vis-à-vis de l'organisation de la société, étroitement liée aujourd'hui à la réalité de l'État. La contestation a atteint ainsi de nombreux secteurs, considérés plutôt comme neutres auparavant, mettant en cause leur caractère de classe, leur rôle répressif, leur logique de profit. Même si cette contestation n'a pas toujours été développée par la classe ouvrière elle-même, mais souvent par les milieux concernés, il est assez clair qu'elle a trouvé sa force et sa justification dans la puissance du mouvement gréviste. L'université, l'école, la justice, la presse et les médias, l'organisation de la santé, cinéma et littérature aussi, tous ces secteurs ont été ébranlés. Partout, de façon plus ou moins conséquente en même temps qu'était menée la critique de leur contenu bourgeois, on s'est efforcé de définir en positif, ce qu'ils devraient être.

En ce sens, les idées du socialisme, recouvertes depuis des années par le révisionnisme, ont affleuré en mai-juin 68, avec une vigueur renouvelée. Même si le contenu politique du socialisme restait en général extrêmement flou, de profondes aspirations ont émergé : à la participation de tous aux grandes décisions qui concernent la collectivité, à la fin de la séparation entre travail intellectuel et travail manuel.

Les limites du mouvement s'aperçoivent mieux peut-être : si le révisionnisme, au plan surtout idéologique, a pu commencer à être entamé, à une échelle de masse par toute une série de pratiques, d'attitudes et d'idées qui se sont affirmées, il a conservé, au sein de la classe ouvrière, l'essentiel de son emprise politique et organisationnelle. Politiquement, même quand elle rompait d'une façon significative avec le révisionnisme, la classe ouvrière n'était pas en état d'opposer son propre projet autonome, et encore moins donc, de disposer des moyens pour le mettre en œuvre.

La révolution, sans doute, n'était pas possible, en mai-juin 68. Mais cette explosion a montré le temps d'un éclair que la révolution était possible et par ses secousses élargi les failles de cette vieille société.

**SOIS
JEUNE
ET
TAIS
TOI**



«Sois jeune et tais toi», la jeunesse participera massivement aux luttes. Gilles Tautin, 17 ans, sera assassiné alors qu'il participait au soutien de la lutte des ouvriers de Flins.

